



Doc. 15850

17 octobre 2023

La situation politique au Kazakhstan: les droits humains et l'aide à la Russie pour éviter les sanctions

Déclaration écrite n° 784

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit:

Malgré les appels internationaux, les autorités du Kazakhstan n'ont pas mené d'enquête internationale indépendante sur la répression violente des manifestations dans le pays. Le rôle de l'intervention militaire dirigée par la Russie à la suite de la demande faite par le Président Tokayev au Président Poutine et de l'ordre de tirer sans avertissement en janvier 2022 reste flou.

Les défenseurs des droits humains ont signalé l'absence d'obligation de rendre des comptes dans 329 affaires pénales de torture et dans le cas d'au moins 47 prisonniers politiques, dont les victimes de torture Timur Danebayev, Akyljan Kiysymbayev et Kazybek Kudaibergenov, l'otage politique Bekijan Mendygazyev, les militants Kaïrat Klychev, Aigerim Tleujan, Erkin Kazyev et Chaden Karibayev, et le journaliste Duman Mukhametkarim.

En outre, le Kazakhstan a durci les persécutions politiques visant les défenseurs des droits humains de l'Open Dialogue Foundation et Marat Zhylanbayev et Mukhtar Ablyazov, chefs de l'opposition, parce qu'ils avaient révélé l'ampleur de l'aide du Kazakhstan aux opérations visant à contourner les sanctions imposées à la Russie. Comme indiqué, le contournement des sanctions par l'intermédiaire de pays tiers, en particulier le Kazakhstan, est un élément essentiel qui permet à la Russie d'échapper aux sanctions et de renforcer son complexe militaro-industriel. Selon les autorités de surveillance et les rapports militaires ukrainiens, la Russie continue de produire et d'augmenter ses volumes de production d'armes en exploitant ces canaux.

Nous appelons l'Assemblée parlementaire à analyser et à traiter les questions susmentionnées de violations des droits humains et d'assistance du Kazakhstan aux opérations visant à contourner les sanctions imposées à la Russie.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

GAVAN Paul, Irlande, GUE
BAYR Petra, Autriche, SOC
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
EROTOKRITOU Christiana, Chypre, SOC
FAXE Sascha, Danemark, SOC
FLORIDIA Aurora, Italie, SOC
GIOVAGNOLI Gerardo, Saint-Marin, SOC
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
LOPATKA Reinhold, Autriche, PPE/DC
LUCKS Max, Allemagne, SOC
MOUTQUIN Simon, Belgique, SOC
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
ORLANDO Andrea, Italie, SOC
PAPANDREOU George, Grèce, SOC
PRAMMER Agnes Sirkka, Autriche, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
TORNARITIS Nicos, Chypre, PPE/DC
VERDUCCI Francesco, Italie, SOC
WIECHEL Markus, Suède, CE/AD
ZAMPA Sandra, Italie, SOC

Total = 21

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE/AD: Groupe des conservateurs européens et Alliance démocratique
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts